

Un talent quelconque devait se tourner vers la politique. N'est-ce pas encore la règle? Ecrire ne signifiait rien. Parler valait quelque fois plus, surtout parler politique. Des phrases, des mots, surtout des gros mots. Faire du bavardage c'était le comble de l'art.

Il y avait cette maîtresse dispute : la Confédération. Personne n'y comprenait goutte. Tout le monde voulait en entendre parler.

Une grosse cloche absorbe les autres sons. Plus les esprits sont agités, moins la littérature a de disciples. En 1774, 1789, 1817, 1840, nous avons traversé des époques semblables.

Qui nous poussait donc, en 1864, à tenter la fondation d'une Revue sérieuse? La croyance que les cercles littéraires allaient se développer, malgré la gêne du moment. Nous voulions faire surgir, au milieu de la crise politique, une tribune d'un autre genre, neutre et respectable. Elle est née ; tout lui a manqué ; elle existe encore ; c'est miracle. En ce pays où l'indifférence tue les travaux de l'esprit, le scandale du jour prime toute autre préoccupation. La *Revue* ne parle jamais de scandale. Elle vit : c'est miracle, dis-je.

Par une maladresse inconcevable, les hommes qui commandent les partis politiques n'ont pas su utiliser les pages de cette publication en y insérant des études sérieuses sur les questions du jour. Ils se sont bornés aux colonnes des journaux, faisant de la chicane en place de la discussion savante.

Quels sont les hommes politiques de la province de Québec qui se sont occupés d'une question digne du travail d'un écrivain? MM. Chauveau, Joly, Royal, Tassé, Faucher, Langelier, Desjardins, Saint-Cyr et quelques autres forment toute la phalange. Dans les pays où les cercles littéraires comptent pour quelque chose, les premiers savants, les penseurs, tiennent à honneur et à profit d'émettre leurs idées dans les Revues, parceque les feuilles dites politiques sont publiées pour une classe qui n'aborde pas certains genres d'études, faute de temps.

Nous avons l'espoir que, en dehors des luttes individuelles, les hommes marquants écriraient dans la *Revue*, comme en Angleterre, en Espagne, en Italie, en France, en Allemagne, et diraient ce qu'ils pensent des choses du jour. Pas du tout ! La politique, au Canada, est tellement amoindrie, que les mots "hommes publics" et "écrivains" ne vont que rarement ensemble. Comme nous ne voulions pas accepter des attaques ou des défenses absolument restreintes aux misères d'une situation politique, la *Revue* n'a, à peu près rien publié de ce qui, du côté des questions économiques, pouvait éclairer les Canadiens. Tant pis pour nous, tant pis pour l'insignifiance dont nos hommes publics font preuve.

Mais si nous avons manqué notre but, lorsque nous appelions à